

Â



Mouvement des travailleurs socialistes (UIT-QI)

La vague d'indignation et de rébellion contre le racisme, qui a commencé à Minneapolis après l'assassinat de George Floyd et a fait descendre des millions de personnes dans les rues des États-Unis, a été présente sur tous les continents, dans de grandes manifestations de solidarité.

La République dominicaine, l'un des pays où le racisme institutionnel et structurel est le plus marqué, ne pouvait rester à l'écart de ce phénomène. Sans la massivité des manifestations antiracistes sous d'autres latitudes, dans des conditions difficiles, un acte de solidarité a été appelé par onze organisations pour le 9 juin sous le titre "Une fleur pour Floyd et contre le racisme". Il s'agissait d'un simple acte au cours duquel des fleurs ont été placées dans le lieu historique de Saint-Domingue où était exposée la tête de Lemba, le grand chef de la lutte antiesclavagiste du XVI^e siècle.

Immédiatement, un contre-appel a été lancé par des groupes racistes d'extrême droite, qui soutiennent le racisme tant aux États-Unis qu'en République dominicaine elle-même. Il s'agit de groupes ayant des caractéristiques paramilitaires et une idéologie similaire à celle du dictateur génocidaire Trujillo, qui a perpétré en 1937 la pire campagne de nettoyage ethnique du XX^e siècle dans la région, au cours de laquelle plus de 30 000 Haïtiens et Dominicains d'origine haïtienne ont été assassinés. Les porte-parole de ces groupes fascistes ont proféré des menaces de mort à travers les médias traditionnels et les réseaux sociaux contre l'activisme antiraciste, déclarant qu'ils considéraient l'hommage à Floyd comme une offense à la "patrie".

Dès 8 heures du matin, les fascistes ont commencé à se concentrer aux alentours du "Parque Independencia" (Place de l'Indépendance), devant le coin où l'hommage et la manifestation antiraciste devaient avoir lieu. Le point de concentration était gardé par la police nationale, comme le montrent les vidéos et les photographies. On peut voir comment les fascistes et la police fraternisent. Deux heures plus tard, lorsque l'événement a commencé en hommage à Floyd, en soutien à la lutte antiraciste aux États-Unis et contre le racisme en RD, avec le placement de fleurs, de bougies et de bannières Black Lives Matter, le groupe de fascistes a attaqué en coordination avec la police. Le groupe a agi à sa guise, une cinquantaine de personnes, pour la plupart d'anciens militaires et policiers, dirigées par un avocat et un professionnel du journal d'extrême droite El Nuevo Diario. La police a arbitrairement arrêté les militantes antiracistes Ana Belique et Maribel Núñez et le militant de gauche Fernando Corona, à la satisfaction des fascistes. Les antiracistes sont plus nombreux mais l'action de la police, qui prétend agir conformément à l'état d'urgence qui interdit les rassemblements, génère dispersion et confusion. En tout cas, et malgré tout, l'acte en hommage à Floyd a eu lieu. Les fascistes et la police ne s'en sont pas tirés à bon compte. Plus important encore, il a été démontré aux niveaux national et international qu'il y a du racisme en RD, un État raciste et un gouvernement complice des groupes fascistes. Et c'est très important pour les luttes à venir.

Ce n'est pas la première fois que des néo-nazis et des fascistes, se disant "nationalistes", menacent de "faire couler le sang" si des activités publiques sont menées contre le racisme ou pour défendre les droits des immigrants. Ils ont également menacé publiquement des journalistes, des travailleurs et des défenseurs des droits humains. En 2018, le chef de la police nationale, Ney Aldrin, a fait des déclarations pour défendre l'un de ces groupes fascistes, refusant d'enquêter sur les menaces de mort contre le journaliste Marino Zapete et affirmant que ce groupe, dont la devise est "Dieu, la Patrie et Liberté", était composé de "jeunes ... luttant pour les valeurs de nos enfants et, espérons-le, il y a plus de gens prêts à se battre pour les valeurs de ce pays". L'une de ces "valeurs" est évidemment le racisme enragé.

Maintenant, tout a été exposé aux yeux du monde, précisément au milieu de l'une des mobilisations antiracistes les plus inspirantes et les plus puissantes de nature internationale. Nous appelons à la solidarité avec les organisations antiracistes du monde entier, pour dénoncer la situation en République Dominicaine, où l'antiracisme est criminalisé et où le racisme et le fascisme sont promus et protégés, le tout au service d'une bourgeoisie vorace qui surexploite des milliers de travailleurs immigrants et racialisés. La nécessité d'articuler un grand front antiraciste a été également ratifiée pour qu'on puisse lutter de manière unie et soutenue pour les droits démocratiques élémentaires qui sont systématiquement foulés aux pieds par le gouvernement. Accompagner la lutte contre la dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne, lutter contre les lynchages racistes et pour la justice de leurs victimes, défendre le droit à la syndicalisation des travailleurs immigrants et à la sécurité sociale, comme dans le cas des travailleurs de la canne à sucre, mettre fin à la tolérance de l'État pour les actes de haine raciste. L'opposition dans les prochaines élections reproduit les mêmes discours racistes et xénophobes du gouvernement, car ils représentent aussi les intérêts de la bourgeoisie : on ne

peut rien attendre d'eux. De notre propre organisation et mobilisation dépend la conquête de l'égalité et la défaite du racisme, dans le cadre de la lutte contre le capitalisme. Nous aurons le dernier mot.

Ni la police ni les fascistes n'ont pu empêcher l'hommage à George Floyd à Saint-Domingue

Mouvement des travailleurs socialistes (UIT-QI)

La vague d'indignation et de rébellion contre le racisme, qui a commencé à Minneapolis après l'assassinat de George Floyd et a fait descendre des millions de personnes dans les rues des États-Unis, a été présente sur tous les continents, dans de grandes manifestations de solidarité. La République dominicaine, l'un des pays où le racisme institutionnel et structurel est le plus marqué, ne pouvait rester à l'écart de ce phénomène. Sans la massivité des manifestations antiracistes sous d'autres latitudes, dans des conditions difficiles, un acte de solidarité a été appelé par onze organisations pour le 9 juin sous le titre "Une fleur pour Floyd et contre le racisme". Il s'agissait d'un simple acte au cours duquel des fleurs ont été placées dans le lieu historique de Saint-Domingue où était exposée la tête de Lemba, le grand chef de la lutte antiesclavagiste du XVIe siècle.

Immédiatement, un contre-appel a été lancé par des groupes racistes d'extrême droite, qui soutiennent le racisme tant aux États-Unis qu'en République dominicaine elle-même. Il s'agit de groupes ayant des caractéristiques paramilitaires et une idéologie similaire à celle du dictateur génocidaire Trujillo, qui a perpétré en 1937 la pire campagne de nettoyage ethnique du XXe siècle dans la région, au cours de laquelle plus de 30 000 Haïtiens et Dominicains d'origine haïtienne ont été assassinés. Les porte-parole de ces groupes fascistes ont proféré des menaces de mort à travers les médias traditionnels et les réseaux sociaux contre l'activisme antiraciste, déclarant qu'ils considéraient l'hommage à Floyd comme une offense à la "patrie".

Dès 8 heures du matin, les fascistes ont commencé à se concentrer aux alentours du "Parque Independencia" (Place de l'Indépendance), devant le coin où l'hommage et la manifestation antiraciste devaient avoir lieu. Le point de concentration était gardé par la police nationale,

comme le montrent les vidéos et les photographies. On peut voir comment les fascistes et la police fraternisent. Deux heures plus tard, lorsque l'événement a commencé en hommage à Floyd, en soutien à la lutte antiraciste aux États-Unis et contre le racisme en RD, avec le placement de fleurs, de bougies et de bannières Black Lives Matter, le groupe de fascistes a attaqué en coordination avec la police. Le groupe a agi à sa guise, une cinquantaine de personnes, pour la plupart d'anciens militaires et policiers, dirigées par un avocat et un professionnel du journal d'extrême droite El Nuevo Diario. La police a arbitrairement arrêté les militantes antiracistes Ana Belique et Maribel Núñez et le militant de gauche Fernando Corona, à la satisfaction des fascistes. Les antiracistes sont plus nombreux mais l'action de la police, qui prétend agir conformément à l'état d'urgence qui interdit les rassemblements, génère dispersion et confusion. En tout cas, et malgré tout, l'acte en hommage à Floyd a eu lieu. Les fascistes et la police ne s'en sont pas tirés à bon compte. Plus important encore, il a été démontré aux niveaux national et international qu'il y a du racisme en RD, un État raciste et un gouvernement complice des groupes fascistes. Et c'est très important pour les luttes à venir.

Ce n'est pas la première fois que des néo-nazis et des fascistes, se disant "nationalistes", menacent de "faire couler le sang" si des activités publiques sont menées contre le racisme ou pour défendre les droits des immigrants. Ils ont également menacé publiquement des journalistes, des travailleurs et des défenseurs des droits humains. En 2018, le chef de la police nationale, Ney Aldrin, a fait des déclarations pour défendre l'un de ces groupes fascistes, refusant d'enquêter sur les menaces de mort contre le journaliste Marino Zapete et affirmant que ce groupe, dont la devise est "Dieu, la Patrie et Liberté", était composé de "jeunes ... luttant pour les valeurs de nos enfants et, espérons-le, il y a plus de gens prêts à se battre pour les valeurs de ce pays". L'une de ces "valeurs" est évidemment le racisme enragé.

Maintenant, tout a été exposé aux yeux du monde, précisément au milieu de l'une des mobilisations antiracistes les plus inspirantes et les plus puissantes de nature internationale. Nous appelons à la solidarité avec les organisations antiracistes du monde entier, pour dénoncer la situation en République Dominicaine, où l'antiracisme est criminalisé et où le racisme et le fascisme sont promus et protégés, le tout au service d'une bourgeoisie vorace qui surexploite des milliers de travailleurs immigrants et racialisés. La nécessité d'articuler un grand front antiraciste a été également ratifiée pour qu'on puisse lutter de manière unie et soutenue pour les droits démocratiques élémentaires qui sont systématiquement foulés aux pieds par le gouvernement. Accompagner la lutte contre la dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne, lutter contre les lynchages racistes et pour la justice de leurs victimes, défendre le droit à la syndicalisation des travailleurs immigrants et à la sécurité sociale, comme dans le cas des travailleurs de la canne à sucre, mettre fin à la tolérance de l'État pour les actes de haine raciste. L'opposition dans les prochaines élections reproduit les mêmes discours racistes et xénophobes du gouvernement, car ils représentent aussi les intérêts de la

bourgeoisie : on ne peut rien attendre d'eux.ÂÂ De notre propre organisation et mobilisation dépend la conquête de l'égalité et la défaite du racisme, dans le cadre de la lutte contre le capitalisme.ÂÂ Nous aurons le dernier mot.

ÂÂ